



Dynamique d'Appui Citoyen à la Transition à Travers la Synergie SYN.CE.RE & COCEG en Collaboration avec des coalitions et initiatives de la société civile sur la transition

CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE TRANSITION REUSSIE ET APAISEE EN GUINEE

Guinée, Décembre 2021

Consortium Réseau CoJeLPaiD & ONG UDEC



LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	1
I. ANALYSE CONTEXTUELLE.....	2
II. APPROCHE METHODOLOGIQUE :.....	3
III. OBJECTIFS GENERAUX:.....	4
IV. LES AXES STRATEGIQUES DE LA TRANSITION SELON LES ENQUETES DE PERCEPTION ET LES RESULTATS DE L'ATELIER:	4
1) Axe1. La finalisation de la mise en place des organes de la transition :.....	4
2) Axe2. La création des conditions favorables à la paix, la citoyenneté et l'Unité Nationale :.....	4
3) Axe3. La refondation et la rectification de l'Etat par la promotion de la gouvernance, la dépolitisation de l'administration, le renforcement de la justice/sécurité et la sécurisation des biens de l'Etat :.....	5
4) Axe4. La modernisation de l'état civil & Etablissement d'un fichier électoral fiable :	5
5) Axe 5. Organisation des scrutins pour le parachèvement de la transition :.....	6
V. MATRICE DE LA CONTRIBUTION DE LA SOCIETE CIVILE POUR LA DEFINITION DU CONTENU ET LA DUREE DE LA TRANSITION	7
VI. DUREE DE LA TRANSITION	16
VII. CONCLUSION	16

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEOA	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COCEG	Coalition Citoyenne pour les Elections et la Gouvernance
CNRD	Conseil National pour le Rassemblement et le Développement
CoJeLPaiD	Convergence des Jeunes et Leaders pour la Paix et la Démocratie
CNT	Conseil National de la Transition
CPRN	Commission Provisoire pour la Réflexion sur la Réconciliation Nationale
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
OGE	Organe de Gestion des Elections
OSC	Organisation de la Société Civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PM	Premier Ministre
PP	Parti Politique
PTS	Partenaires Techniques et Financiers
UDEC	Union pour le Développement et la Coopération
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
SYN.CE.RE	Synergie des Organisations de la Société Civile pour la Prévention des Conflits Electoraux et leur Gestion
WURI	Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion

I. ANALYSE CONTEXTUELLE

Le dimanche matin du 05 septembre 2021, le renversement du pouvoir du **Président Alpha CONDE** par le CNRD à sa tête le Commandant du Groupement des Forces Spéciales, Colonel, **Mamady DOUMBOUYA**, bien qu'inattendu, a sonné comme une illustration des nombreux cris de cœur et appels sans succès des acteurs de la société civile, dont la Synergie SYN.CE.RE, pour un dialogue national inclusif dans un contexte où le pays vivait une spirale de crises politiques, sociales et électorales qui affectaient de façon drastique le cadre de vie de la population tout en compromettant la cohésion nationale.

C'est dans un contexte clivant de début d'un 3ème mandat pour le **Président Alpha CONDE** aggravé par la pauvreté due à certains facteurs tel que la Covid – 19, la corruption et l'impunité, qu'au lendemain de cette prise de pouvoir par l'armée, les motions de soutien ou de consentement se sont succédé par les déclarations de différentes catégories socioprofessionnelles et politiques du pays. Face à ces soutiens, les nouvelles autorités ont entrepris dans une volonté de rassemblement, des séries de consultations nationales auprès des acteurs sociaux, politiques, économiques et culturels, ainsi que le corps diplomatique et les partenaires multilatéraux en vue de partager avec eux, leur vision globale du reversement du pouvoir et exprimer leurs attentes.

Au regard de cette volonté affichée du Président de la transition et du CNRD en général, les parties prenantes ont, à l'immédiat pour certaines et d'autres après, transmis des contributions pour la définition du contenu de la transition.

Cependant, si certains estiment que ces consultations auraient pu permettre au CNRD de cerner tous les aspects liés à la définition du contenu de la transition aussi bien qu'en terme d'organes, que de contenu et de durée, le Président de la Transition dans une récente sortie médiatique a estimé qu'après des avancées majeures (la charte de la transition, la nomination d'un PM et la mise en place d'un gouvernement), il revient au CNT encours de mise en place de définir les chantiers et la durée de la transition. Alors que la communauté internationale à travers la CEDEAO, qui dans un premier temps avec des menaces de sanctions demandait entre autres exigences, l'organisation des élections dans les six (06) mois pour le retour à l'ordre constitutionnel, a réitéré ses exigences en demandant aux nouvelles autorités la proposition d'un chronogramme de la transition.

C'est dans ce contexte qu'à la suite du Draft1 du document de contribution de la synergie **SYNCERE & COCEG** élaboré et transmis aux nouvelles autorités sur la base des consultations

(enquête de perception) en ligne (Google form) et physique auprès des acteurs de la société civile, des partis politiques, des experts indépendants, du monde universitaire, des syndicats, de la Diaspora et des ordres socioprofessionnels sur leurs perceptions autour de la transition, que le consortium **Réseau Convergence des Jeunes et Leaders pour la Paix et la Démocratie (COJELPAID)** et l'**ONG Union pour le Développement et la Coopération (UDEEC)**, ont organisé un atelier inclusif de partage et de production des acteurs de la société civile les 19 et 20 novembre 2021 avec l'appui financier du PNUD. Cet atelier qui a regroupé 55 participants issus des différentes catégories socioprofessionnelles du pays, a permis aux acteurs de la société civile d'apprécier la perception des guinéens dans leur diversité pour s'accorder en conséquence sur les chantiers auxquels la transition pourrait s'atteler à travers cette présente contribution "Contribution de la société civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée".

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE :

Comme indiqué dans l'analyse contextuelle, l'approche d'élaboration du présent document d'appui à la transition a été largement participative et inclusive en prenant en compte les aspirations, les préoccupations et les craintes des différentes catégories socioprofessionnelles et politiques du pays. En conséquence, la méthodologie de façon globale a été axée sur cinq (5) étapes à savoir : (i) la participation des membres de la synergie **SYN.CE.RE & COCEG** à la rencontre des organisations de la société civile avec le Président de la Transition à sa demande le mercredi 15 septembre 2021 au palais du peuple, (ii) le lancement d'une enquête de perception auprès des guinéens sur la transition suivi d'une analyse primaire et le traitement des résultats, (iii) la production et la transmission des relevés de conclusions dans un document aux nouvelles autorités avant la publication de la charte, (iv) l'organisation d'un atelier de partage, d'analyse et de production des acteurs de la société civile sur la transition à l'initiative du Consortium Réseau CoJeLPaiD & ONG UDEC avec le financement du PNUD, et (v) la compilation des résultats de l'atelier et l'élaboration de la présente contribution de la société civile sur la transition.

Il faut noter que ces étapes seront suivies de la transmission de cette contribution aux autorités de la transition, laquelle fera aussi objet de diffusion et de plaidoyer auprès des partenaires.

III. OBJECTIFS GENERAUX:

La présente contribution de la société civile va permettre de :

1. Offrir aux nouvelles autorités une compréhension raisonnée des aspirations des populations vis-à-vis de la transition de façon structurée et objective ;
2. Faciliter l'élaboration du chronogramme de la transition dans une dynamique de consensus entre les guinéens et une approche de compréhension avec la communauté internationale en vue de leur accompagnement pour une transition réussie en Guinée ;
3. Doter la société civile d'un document de plaidoyer auprès des nouvelles autorités d'une part et la communauté internationale d'autre part pour marquer son rôle d'acteur majeur à une transition réussie.

IV. LES AXES STRATEGIQUES DE LA TRANSITION SELON LES ENQUETES DE PERCEPTION ET LES RESULTATS DE L'ATELIER:

Comme indiqué dans l'analyse contextuelle, des guinéens soumis à une enquête de perception selon leurs intérêts (professionnels, politiques, sociaux, économiques, administratifs,...) ont exprimé leurs attentes et compréhensions de la transition, qui ont été analysées et formulées sur cinq (5) axes stratégiques comme chantiers de la transition avec des actions induites.

Ainsi, les cinq (5) axes stratégiques tirés de l'analyse et du traitement des résultats de l'enquête de perception et approfondis par l'atelier sont :

1) Axe1. La finalisation de la mise en place des organes de la transition :

La réussite de la mise en place et l'opérationnalisation des organes de la transition dans l'esprit de la charte et la volonté affichée par les nouvelles autorités à travers le choix judicieux des hommes et des femmes qui les animent, constitue une étape importante pour le renforcement de la confiance et la crédibilité du processus. Avec les premières actions déjà posées dans ce sens, notamment la nomination des membres du gouvernement, une certaine diligence et l'objectivité dans la finalisation de la mise en place et l'opérationnalisation du CNT constitue un tournant décisif de la transition.

2) Axe2. La création des conditions favorables à la paix, la citoyenneté et l'Unité Nationale :

Si pour des raisons d'ordre historique, culturel et social, la Guinée n'a pas basculé dans une situation chaotique, tel que la guerre civile, comme ce fut le cas dans certains pays voisins et au-delà dans le sahel et à travers l'Afrique, il est évident que le peuple a subi de façon

récurrente des violences d'Etat et l'instrumentalisation politicienne tout au long de sa quête du bien-être à travers la lutte pour la démocratie.

Il convient de noter que la Guinée est dans une sous-région en proie à des conflits nouveaux et violences d'ordre politique, économique, géopolitique et culturel qui renforcent ainsi sa vulnérabilité à des risques d'implosion, nécessitant un sursaut national de l'ensemble de ses filles et fils pour la préservation de la paix, de l'unité nationale et le renforcement de la citoyenneté pour son développement. Pour ce faire, cette transition avec la volonté politique, constitue un moment idéal pour capitaliser les efforts des acteurs de paix et enclencher le processus de réconciliation nationale amorcé depuis 2015 à travers la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale (CPRN).

3) **Axe3. La refondation et la rectification de l'Etat par la promotion de la gouvernance, la dépolitisation de l'administration, le renforcement de la justice/sécurité et la sécurisation des biens de l'Etat :**

Depuis la prise du pouvoir par le CNRD le 05 septembre 2021, les mots clés qui retiennent le plus l'attention des guinéens et même les partenaires dans les discours des nouvelles autorités, sont entre autres "Refondation et Rectification de l'Etat". Cela pour des raisons diverses et complexes dont l'appréciation varie d'un observateur à un autre, selon son statut ou son niveau de compréhension du contexte guinéen et de la notion de transition.

A cet effet, la conciliation de deux (2) niveaux d'appréciation s'avère nécessaire à savoir :

1. Le niveau de déliquescence de l'essentiel des secteurs vitaux de la vie nationale ce, malgré les réformes engagées avec d'énormes investissements depuis 2010, dont les impacts se sont peu ressentis sur la vie des populations ;
2. Les limites d'un régime transitoire en matière de mobilisation des ressources et de temps, compte tenu des risques liés à cette situation d'exception.

En conséquence, par cet axe stratégique comme chantier de la transition, la société civile sur la base des relevés de conclusion des enquêtes de perception et de l'atelier assortis d'analyses objectives, a essayé de donner un contenu juste et raisonnable à cette dimension de la transition, qui peut se poursuivre dans la continuité de l'administration au retour à l'ordre constitutionnel.

4) **Axe4. Poursuite de la modernisation de l'état civil & Etablissement d'un fichier électoral fiable :**

L'un des points de discordance sur le plan technique entre les acteurs politiques du pays, indépendamment du cadre juridique, ces dernières années dans le cadre de la transparence et la crédibilité du processus électoral en Guinée demeure la question du fichier électoral.

Pour ce faire, la fiabilité du fichier électoral, ainsi que le consensus des acteurs autour de son établissement est un important chantier à réaliser pendant cette transition.

Aussi, faut-il rappeler que la question de l'Etat civil et la maîtrise statistique des données démographiques a toujours été un problème réel de gouvernance et de développement dans les pays de la sous-région et en Guinée de façon particulière. A titre d'exemple, le Projet WURI de bio métrisation des populations dans la sous-région avec l'appui de la Banque Mondiale, dont la Guinée semble traîner les pas dans sa mise œuvre, ainsi que le programme sous régional de lutte contre l'apatridie qui s'est fixé 2024 comme fin. En conséquence, par cet axe, la société civile propose une approche de poursuite des engagements pris par la Guinée et en même temps établir un nouveau fichier électoral fiable avec une approche consensuelle pour l'organisation des échéances électorales prochaines.

5) Axe 5. Organisation des scrutins pour le parachèvement de la transition :

La finalité d'une transition réussie est la préparation et l'organisation de façon transparente, participative et inclusive des élections qui seront considérées par les parties prenantes comme nécessaires au retour à l'ordre constitutionnel normal. Pour cela, la quasi-totalité des guinéens enquêtés ou consultés reste favorable à l'organisation en tout premier lieu et de façon distincte, d'un referendum pour l'adoption par le peuple d'une nouvelle constitution. Si d'aucuns pensent que l'organisation à la fois des élections locales, législatives et présidentielles sous forme d'élections générales pourrait réduire les risques de politisation de la vie des populations pendant cette transition, le souci de la capacité technique et l'appropriation par les populations de ce genre d'élection peut se poser.

Ainsi, l'idéal étant d'organiser les élections générales (locales, législatives et présidentielle à la fois), les communales et législatives pourraient être cumulées suivies de la présidentielle dans un bref délai, soit juste après les résultats définitifs des premières.

V. MATRICE DE LA CONTRIBUTION DE LA SOCIETE CIVILE POUR LA DEFINITION DU CONTENU ET LA DUREE DE LA TRANSITION

N°	Actions	Acteurs	Délais (T= Trimestre)									Hypothèse
			T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	Après trans.	
Axe1. Mise en place et opérationnalisation des organes/structures de la transition												
1	Finalisation de la mise en place et l’opérationnalisation du CNT	PM/MATD/SGG Autres acteurs concernés										La volonté politique aidant, le CNT peut être opérationnelle dans la première quinzaine de janvier 2022.
2	La nomination des cadres des services centraux déconcentrés de l’administration publique.	Présidence de la République, PM, Gouvernement										Si le Président de la transition et le PM s’investissent en associant les ministres dans leurs départements respectifs, l’efficacité sera de mise dans la conduite des affaires pendant cette transition
3	Mise en place d’un Organe technique de Gestion des Elections (OGE)	CNRD, CNT, OSC, PP et MATD										Avec le sens élevé du patriotisme et la volonté politique des parties prenantes un organe technique peut être mis en place à la date indiquée (au plus tard juin 2022).
Axe2. La création des conditions favorables à la paix, la citoyenneté et l’Unité Nationale												

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

1	Identification et analyse des cas de violation des droits de l'homme enregistrés depuis 2016 pour l'actualisation du rapport de la Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale (CPRN)	➤ PM/Gouv ➤ CPRN ➤ Partenaires ; ➤ Société civile										➤ Si la CPRN est saisie par un acte officiel au plus tard courant janvier 2022 par les nouvelles autorités et appuyée en conséquence, ➤ Si les partenaires traditionnels acceptent de financer et accompagner le processus
2	La mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle adapté au contexte guinéen conformément aux conclusions et recommandations du rapport actualisé.	➤ PM/Gouv ➤ CPRN ➤ CNT ➤ Partenaires ➤ Société civile ➤ Partis politiques										La mise en place du mécanisme passe nécessairement par : ➤ La volonté politique et l'engagement de l'ensemble des acteurs du processus ➤ une large campagne de sensibilisation des populations et un accompagnement des partenaires techniques et financiers
3	Campagne Nationale d'information, de formation et sensibilisation des populations sur les enjeux/la portée de la réconciliation nationale	➤ PM/Gouv ➤ Organe mis en place ➤ Partenaires										La disponibilité des ressources et une stratégie solide pour toucher l'ensemble des catégories socioprofessionnelles du

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

		➤ Société civiles ➤ Partis politiques										pays, aussi bien qu'en milieu urbain, que dans le monde rural et au niveau de la diaspora.
4	La moralisation de la vie publique, politique et sociale à travers des réformes institutionnelles dans le fonctionnement des partis politiques, OSC (ONG, des organisations syndicales, patronales et professionnelles, médias privés....), ainsi que les médias publics	➤ PM/Gouv ➤ CNT ➤ Société civiles ➤ Partis politiques ➤ PTF										Cette action peut favoriser une recomposition du paysage politique et social, donner une certaine compréhension des sources de financement et de la gestion des entités concernées. Si : ➤ les membres du CNT se départissent des positions partisans ; ➤ les acteurs concernés (partis politiques, OSC, média...) comprennent les enjeux pour la stabilité du pays ; ➤ le CNRD et Gouvernement aussi ne se mettent pas dans des postures de récupérations.

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

	Mise en place du Haut Conseil National pour le Dialogue et la Paix, composé des personnalités de notoriété publique reconnue pour leur intégrité/probité et leur engagement pour la paix.	➤ PM/Gouv ➤ CNT ➤ OSC											Avec l'adoption d'une loi organique et la prise en compte de son fonctionnement par le budget national, cette institution permettra de : ➤ Mettre les sages à l'abri de l'instrumentalisation politique et le repli identitaire ; ➤ Valoriser nos pratiques culturelles de dialogue et de cohabitation pacifique.
Axe3. La refondation et la rectification de l'Etat par la promotion de la bonne gouvernance, la dépolitisation de l'administration, le renforcement de la justice/FDS et la sécurisation des biens de l'Etat													
1	Capitalisation des projets/programme en cours d'exécution financés par l'Etat et les PTF	➤ Gouvernement/ Départements sectoriel ➤ Cabinet/Expert Indépendants ;											L'harmonisation des programmes d'investissement dépend de la mise de la mise en place d'un cadre cohérent à cet effet.
2	Faire l'état des lieux des actifs financiers et matériels de l'Etat à la date du 5 septembre 2021 et procéder à l'inventaire du patrimoine bâti public. Par la suite, récupérer tout ce qui appartiendrait à l'Etat (frauduleusement acquis par des personnes physiques ou morales au	➤ CNRD ➤ Ministère de l'économie, des finances et du plan ; ➤ CRIEF											Avec la volonté politique affirmée, cette action permettra non seulement d'optimiser les ressources pendant la transition, mais aussi à donner du crédit au CNRD sur sa volonté de faire

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

	détriment de l'Etat) et en tirer les conséquences sur le plan juridique et moral.	➤ Ministère du Budget ; ➤ Ministère de l'Habitat, de la ville et l'aménagement du Territoire ; ➤ Cabinet/Expert ➤ indépendants									de la transparence un levier de sa gestion.
3	Renforcement des dispositifs de lutte contre la corruption	➤ Gouvernement ➤ Partenaires ➤ Société civile									Le renforcement du cadre juridique et institutionnel est un moyen de lutte contre la corruption.
4	Examen des conventions minières et l'évaluation de la mise en œuvre des lettres de politique minières (contenu local et responsabilité sociétale des entreprises) et l'audit du secteur de la téléphonie	➤ Ministère des mines, ➤ MATD, ➤ Ministère du Budget, ➤ Ministère de l'économie, des finances et du plan, ➤ Société Civile									Avec la volonté politique, les moyens techniques, Humains et Financiers, un examen de l'octroi et la gestion de la part de la Guinée dans les conventions d'exploitation des ressources naturelles, y compris la RSE, pourra permettre de booster l'économie nationale
5	Assainir le fichier général de la fonction publique	➤ Ministère de la fonction publique, ➤ Ministère du Budget ;									Le recensement des fonctionnaires avec possibilité de croisement avec les données du terrain et le recrutement à la fonction publique en

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

		➤ Autres départements ➤ PTS										fonction du besoin de service strictement
6	Renforcement des capacités institutionnelles et humaines (opérationnalisation de l'ENA)	➤ Gouvernement, ➤ Société Civile, ➤ PTF/Secteur privé										Avec les moyens Humains, Techniques et Financiers cette opération sera possible
7	Dématérialisation des archives et gestion électronique des courriers	➤ La fonction publique, ➤ Secrétariat Général du Gouvernement										Avec la volonté politique et Moyens Humains, Techniques et Financiers
8	La mise en place d'un plan de carrière qui repose sur la gestion axée sur le résultat	➤ Ministère de la fonction publique, ➤ Ministère du budget et MEFP										Avec Moyens Humains, Techniques et Financiers

9	Poursuite des réformes engagées au niveau des secteurs de la justice et des FDS	➤ Ministère de la fonction publique, ➤ Ministère du budget, ➤ Ministère de la justice, ➤ Ministère de la Défense ➤ Ministère de la sécurité											Avec Moyens Humains, Techniques et Financiers
Axe4. Poursuite de la modernisation de l'état civil & Etablissement d'un fichier électoral fiable													
1	Recensement général de la population et l'habitat avec biométrie, ainsi que l'informatisation de l'Etat civil	Ministère du Plan et du Budget, MATD PTF/OSC											Avec un accompagnement des partenaires financiers, il suffit juste de procéder à la capitalisation des programmes encourus par l'Etat, tel que le Projet WURI de bio-métrisation des populations dans les pays de la sous-région appuyé par la Banque Mondiale
2	Etablissement d'un fichier électoral fiable, impression et distribution des cartes d'électeur	OGE, MATD, OSC/ Médias, Partis Politiques et PTF											Avec la volonté politique et les moyens, le recensement général indiqué ci haut, peut servir de base pour l'établissement du fichier

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

												électoral dans moyen de temps
3	Découpage électoral et définition des modes de scrutin	MATD, OGE, CNT, PP, Société civile										Avec la volonté politique et les moyens, la capitalisation des acquis est nécessaire
Axe5. Organisation des différents scrutins pour le parachèvement de la transition												
1	Elaboration et vulgarisation du projet de constitution	➤ CNT & Groupe d'expert ; ➤ OSC, Médias et monde universitaire ; ➤ Partis politiques										Cette action passe par : ➤ la nomination des membres du CNT sur la base de critères objectifs ; ➤ l'opérationnalisation urgente du CNT ➤ l'appui technique du CNT par un groupe d'experts en son sein ou indépendants. ➤ L'information et la sensibilisation de la population
2	Organisation du referendum pour l'adoption de la nouvelle constitution, ainsi que sa promulgation	➤ OGE, CNT, MATD, juridictions compétentes ; ➤ OSC, Partis Politiques et Médias, et PTT										Avec la volonté politique, les moyens, un OGE technique consensuel et une forte sensibilisation de la population, le referendum peut se tenir entre novembre et décembre 2022 ;

Contribution de la société Civile pour une transition réussie et apaisée en Guinée

	Revue documentaire des textes et lois pour l'élaboration d'un code électoral et toute autre réglementation en matière électorale	OGE, CNT, MATD, OSC, PP et Médias, CS et PTT										Cette action passe par : ➤ la nomination des membres du CNT sur la base de critères objectifs ; ➤ l'opérationnalisation urgente du CNT ➤ l'appui technique du CNT par un groupe d'experts en son sein ou indépendants.
3	Organisation des élections générales à travers les Communales et législatives suivie de la présidentielle	OGE, CNT, MATD, OSC, PP et Médias, CS et juridictions compétentes et PTF										Avec la volonté politique, les moyens, un OGE technique consensuel et une forte sensibilisation de la population, les communales et les législatives peuvent être couplées en juin 2023 suivies de la présidentielle en septembre 2023.

VI. DUREE DE LA TRANSITION

Sur la base de l'analyse des perceptions, des ambitions, des inquiétudes et la compréhension des guinéens de différentes catégories consultées, la planification stratégique des actions pouvant être les chantiers de la transition, comme indiqué dans la matrice ci-dessus de neuf (09) trimestres dont un (01) dans le post transition, nous conduit à une durée de 24 mois à compter de la prise du pouvoir par l'armée (CNRD) le 05 septembre 2021. Partant de cette planification qui prend en compte les questions de reformes, de refondation et de renonciation, le referendum peut se tenir entre novembre et décembre 2022, les législatives et communales cumulées en début juin 2023 suivies de la présidentielle en septembre 2023. Par ailleurs, toutes les activités étalées sur le temps en couleur bleue dans la matrice, sont celles qui continuent au-delà de la transition.

VII. CONCLUSION

Ce guide est le fruit d'un processus participatif et inclusif né de la volonté des acteurs de la société civile guinéenne à contribuer à une transition réussie et apaisée. Il traite des aspirations, craintes et compréhension exprimées par les guinéens pour que l'espoir d'une nouvelle Guinée de prospérité et de bien-être collectif, suscité par la prise du pouvoir l'armée (CNRD) le 05 septembre puisse être une réalité. Ainsi, il se veut un document qui favorise la construction d'un large consensus entre les acteurs de la vie nationale (forces et CNRD) sur le contenu de la transition et sa durée, permettre ainsi à établir par le plaidoyer de la société civile une compréhension entre les nouvelles autorités et la communauté internationale à travers la CEDEAO pour l'accompagnement de cette dernière à la réussite de la transition. Ce document constitue par ailleurs, une référence et une orientation pour les parties prenantes à mieux cerner les aspirations des populations dans leurs actions pendant cette période de transition.

ATELIER DE PARTAGE ET DE PRODUCTION PAR LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE

